



Commune de BAREGES

**Création d'un trottoir en bordure de
la route départementale 918**

Marché adapté

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

- Marché à procédure adaptée -

Passé en application des articles 27 et 59 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Entre le Maître de l'ouvrage :
Commune de Barèges - 65 120

Personne responsable du marché : **Monsieur le Maire de Barèges**

Et

Monsieur :

Code APE :
N° de registre du commerce ou répertoire des Métiers :

Agissant pour le compte de la société :
Adresse du siège social :

Après avoir pris connaissance des pièces du présent marché, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des travaux à effectuer ;

M'engage ou NOUS ENGAGEONS sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

Compte à créditer : (joindre un RIB)

Comptable chargé des paiements :
Trésorerie de Luz-Saint-Sauveur

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date de signature du présent acte d'engagement par **nos** soins.

1 OBJET DU MARCHE

Création de trottoirs en bordure de la RD 918.

Le maître d'ouvrage pourra négocier avec les candidats ayant présenté une offre suite à l'appréciation de leur offre selon les critères de sélection cités dans la lettre de consultation. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. Le maître d'ouvrage se réserve également la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales, sans négociation.

2 MONTANT DU MARCHE

L'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire par application des **prix unitaires et / ou forfaitaires**, est de :

· Montant € HT :

TVA 20%:

· Montant € TTC :

Arrêté en lettres à :

3 DELAI D'EXECUTION

Les travaux seront exécutés dans le délai de 2 mois y compris la période de préparation à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer ou, en son absence, de la notification du présent marché valant ordre de service, de démarrage des travaux. **Ils devront être achevés impérativement pour le vendredi 29 juin.** La date prévisionnelle d'exécution est fixée au 14 mai 2018.

4 AVANCE FORFAITAIRE

Sans objet.

5 COORDINATEUR SPS

Sans objet.

6 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent marché valant Acte d'Engagement et cahier des clauses particulières CCP (en dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux)

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières

- le présent document valant acte d'engagement du prestataire et CCP,
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (prix unitaires et/ ou forfaitaires),
- le plan de localisation des travaux à réaliser,
- le planning de réalisation des prestations.

B - Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux à la date des travaux ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux à la date des travaux et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

7 VARIATION DES PRIX, CONDITIONS DE PAIEMENTS

Les prix sont **fermes et non actualisables**.

Le règlement des prestations s'effectuera sous forme d'acomptes dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des prestations. Le pourcentage servant de base de calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage à partir du justificatif, produit par le titulaire, des prestations effectuées et de leur montant tel qu'il découle de la décomposition du prix global et forfaitaire.

L'exigibilité des paiements est fixée comme suit :

- présentation de factures portant objet et n° du marché
- les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA

Le délai global de paiement des acomptes et du solde ou des factures est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points. Le point de départ du délai de paiement des acomptes est la date de réception de la facture et du justificatif correspondant par le maître d'ouvrage.

8 PENALITES

Application de l'article 20 du CCAG.

9 GARANTIE

Application de l'article 44 du CCAG.

10 ASSURANCES

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels, doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une **attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance** ainsi que les attestations de ses sous-traitants, répondant aux mêmes conditions de garanties. Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

11 RESILIATION

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché, il peut être mis fin à l'exécution de celui-ci, avant l'achèvement des travaux. Dans sa décision de résiliation du marché, le pouvoir adjudicateur en fixe la date d'effet.

Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation.

L'Entrepreneur affirme, sous peine de résiliation du marché ou de mise en régie à ses torts exclusifs, que la société pour laquelle il intervient n'est pas condamnée pour infraction à une disposition du code général des impôts prévoyant des sanctions pénales.

12 RECEPTION

La réception est l'acte par lequel le maître de l'ouvrage reçoit l'ouvrage avec ou sans réserve. A la fin des travaux l'entreprise propose au pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des travaux aux travers d'une décision de son représentant légal qui spécifie la date d'effet de la réception. L'entrepreneur est tenu à une obligation de parfait achèvement à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Un plan de recollement des travaux réalisés devra être fourni par l'entrepreneur.

13 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG apportée par l'article 6 du présent marché.

Fait en un seul original

à le

Le titulaire,

« Est acceptée la présente offre pour valoir commande »

A BAREGES, le

La Personne Responsable du Marché,

Le Maire

Date de réception du marché par le prestataire (valant date de notification du marché) :